

VINGT-CINQ ANS APRES

LA NOUVELLE DIPLOMATIE DE BONN

par **Raymond ARON**

DES trois négociations amorcées (1) — Bonn - Moscou, Washington - Moscou, Moscou - Pékin — la première affecte le plus directement les intérêts français, elle risque d'inquiéter l'opinion. Elle ranime de vieux souvenirs, suscite des considérations inactuelles sur le passé. Rapallo, le pacte germano-soviétique de 1939 remontent à la mémoire. En fait, si la diplomatie de M. Brandt diffère à coup sûr de celle de la démocratie chrétienne, elle diffère plus encore de celle des gouvernements qui, entre 1919 et 1939, hésitaient entre les deux orientations, vers l'Est ou vers l'Ouest (*Ostorientierung, Westorientierung*)

L'Allemagne, même réunifiée, ne deviendrait pas un supergrand, de la même dimension que l'Union soviétique ou les Etats-Unis. Or, l'hésitation de la diplomatie allemande, entre l'Est et l'Ouest, découlait de la supériorité que la grande Allemagne, wilhelmienne, weimarienne ou hitlérienne, s'attribuait ou sur l'Est ou sur l'Ouest. En cas de neutralisation d'un des deux ennemis, de l'Union soviétique en 1939, le Reich se jugeait à juste titre assuré de la victoire sur l'autre : la France en fit l'expérience en 1940. La Ré-

publique fédérale raisonne tout autrement.

Un quart de siècle après l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, chacune des deux Allemagnes représente une force économique de premier ordre, l'une dans le système soviétique, l'autre dans le système occidental. Depuis 1961 et la construction du mur de Berlin, les progrès industriels de la R. D. A. ont prouvé que les Allemands arrivaient à s'accommoder de n'importe quel régime, même d'un régime qui paralyse les pays moins doués pour le travail, l'organisation et l'efficacité.

L'actuel gouvernement de Bonn se veut moins anticommuniste que son prédécesseur, il admet comme un fait, déplaisant et incontestable, l'existence de la « République démocratique allemande », il se défend de consentir à celle-ci une reconnaissance *de jure* mais il veut de meilleures relations avec l'Union soviétique et ses alliés, il accepte de payer un prix, à savoir des relations, au niveau gouvernemental avec l'autre Allemagne.

Raymond ARON.

(Suite en dern. page, col. 5, 6)

(1) Voir 20 pages de 31 décembre

FIG A.20 - 5 JANV 1970

LA NOUVELLE DIPLOMATIE DE BONN

➔ Suite de la première page

En bref, M. Brandt prend modèle sur ses alliés occidentaux ; ces derniers ont, eux aussi, accepté la soviétisation de l'Europe orientale : pour quoi reprocheraient-ils au gouvernement de Bonn d'en faire autant ?

Cette nouvelle diplomatie, en une première phase, accorde donc à l'Union soviétique ce que celle-ci n'a cessé, depuis une vingtaine d'années, de réclamer. Certes, M. Khrouchtchev n'a pas arraché par la menace la transformation de Berlin-Ouest en ville libre. Le statut de Berlin n'a pas changé et il garde une signification symbolique dont les successeurs de M. Khrouchtchev semblent avoir conscience. Mais M. Willy Brandt ignore encore dans quelle mesure ses interlocuteurs de Moscou soutiendront les exigences de M. Ulbricht.

Quels avantages les socialistes et les libéraux de Bonn espèrent-ils en contrepartie de ce que les chrétiens-démocrates tiennent pour des concessions ? Probablement, M. Brandt répondrait-il, en privé, que le refus d'une situation qui dure depuis un quart de siècle n'a pas grande signification et ne représente pas une carte de valeur au cours d'une négociation. La contrepartie viendra sous forme de relations améliorées avec l'Union soviétique et les autres pays du pacte de Varsovie. Les pays communistes admettront, eux aussi, en fait, les intentions pacifiques de la République de Bonn, ils renonceront à leurs invectives contre les « revanchards », les militaristes de Bonn. La détente diplomatique favorisera les échanges commerciaux : l'Allemagne ou plutôt les deux Allemagnes retrouveront leur rôle traditionnel en Europe centrale.

Une telle perspective, probable au cours de la première phase, ne devrait éveiller aucun sentiment fort, enthousiasme ou angoisse. La République de Bonn, désormais, ne se résigne pas au statut d'un « conglomérat » industriel avec un conseil d'administration. Elle ne supportera plus d'être traitée comme un Etat de deuxième ordre, même par le président des Etats-Unis ou un général de Gaulle. Elle mènera sa politique propre à l'égard de l'Union soviétique et, secondairement, de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie. En dehors de bénéfices économiques qu'en peut-elle attendre ?

Le Kremlin ne relâchera pas, tant qu'il en aura les moyens, son emprise sur la R. D. A. La République fédérale conti-

nuera à dépendre des marchés occidentaux bien plus que de ceux que lui offriront les pays soviétisés. Elle tâchera d'obtenir, comme la France, des commandes soviétiques, voire le statut de favori, parmi les Etats « capitalistes ».

Qu'advient-il, dira-t-on, de la R. D. A. ? Laquelle des deux Allemagnes influera sur l'autre ? Laquelle des deux absorbera l'autre ? Telle me semble, en effet, l'interrogation décisive, mais, dans l'immediat, nul ne peut répondre. Les dirigeants communistes de Pankow n'ont aucune velléité de se convertir à la démocratie occidentale, les social-démocrates et les libéraux n'ignorent pas le sort qui leur serait réservé dans une Allemagne unifiée par un régime marxiste-léniniste. Des deux côtés, on parie sur l'avenir, sur son propre dynamisme et sur la faiblesse du frère ennemi.

Les voisins et partenaires de l'Allemagne assistent au début de cette compétition non sans quelque malaise. La réunification appartient encore à un avenir pour l'instant imprévisible, mais les autres Européens mesurent déjà le poids économique de deux Allemagnes prises ensemble, ils se demandent comment l'Allemagne de demain, celle de Bonn ou celle de Pankow, affirmera son droit à l'existence, sa volonté d'autonomie. La République fédérale, quoi qu'on en dise, n'a pas retrouvé soudainement une marge de manœuvre que lui refusaient les Européens de l'Est, elle emprunte prudemment la voie qui promet, à court terme, une détente psychologique, à long terme une pacification du Vieux Continent.

La tentative ne va pas sans incertitude et sans danger, mais, après tout, le gouvernement français a voulu que chaque pays d'Europe occidentale traitât seul avec l'Union soviétique et ses alliés. La République fédérale accomplit à son tour le pèlerinage de Moscou : à l'égard de l'Est comme dans les négociations à l'intérieur du Marché commun, elle agit désormais dans le même style que la République gaulliste.

Raymond ARON.

Prochain article :
WASHINGTON
et
MOSCOU